

JUGEMENT
N° 153/020/CACPC/TCC
du 21 OCTOBRE 2020

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2020/0329

AGHEBALOU Mohammed
(Mes Zakari BABA BODY,
Iréné GASSI, Alexis
Armand DEGUENON)

C/

Société ZOUHOURA SARL
(Cab. Frères DOSSOU)
Mahamat Moussa Ali

OBJET : Paiement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE LA CONCILIATION ET DES
PETITES CREANCES

PRESIDENT : William KODJOH-KPAKPASSOU

JUGES CONSULAIRES : Eric ASSOGBA et Chimène ADJALLA

MINISTERE PUBLIC : Mario METONOU

GREFFIER : Hervé ADOUKONOU

DEBATS : Le 10 juin 2020

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en dernier
ressort, prononcé le 21 octobre 2020.

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR :

AGHEBALOU Mohammed, Revendeur à Missèbo, de nationalité
marocaine, demeurant et domicilié à Cotonou, quartier Fidjrossè, lot
1747, assisté des Maîtres Zakari BABA BODY, Iréné GASSI, Alexis
Armand DEGUENON, tous Avocats à la Cour ;

D'UNE PART

DEFENDEURS :

Société ZOUHOURA SARL, ayant son siège social à Cotonou,
quartier Suru-Léré, lot 524 Maison KIKI, prise en la personne de son
Gérant en exercice, Monsieur Mahamat Moussa ALI, demeurant et
domicilié ès-qualités au siège de ladite société, assistée du Cabinet
d'Avocats des Frères DOSSOU ;

Monsieur Mahamat Moussa Ali, opérateur économique, de
nationalité tchadienne, demeurant et domicilié à Cotonou, quartier
Yagbé, lot 482 Maison LOKO Marie ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Dans le cadre de ses relations d'affaires, AGHEBALOU Mohammed a remis à ALI Mahamat Moussa, gérant de la société ZOUHOURA SARL, la somme de quatre millions deux cent mille (4.200.000) FCFA pour permettre à ce dernier d'accomplir les formalités d'enlèvement au port de Cotonou d'un conteneur de friperie dont il lui a promis la vente ; en retour, la société ZOUHOURA a délivré à AGHEBALOU Mohammed, en garantie de ce paiement, pour le cas de non livraison de la marchandise, deux (02) chèques de montants 2.000.000 et 2.200.000 FCFA ;

La société ZOUHOURA n'ayant pas livré la marchandise, AGHEBALOU Mohamed a obtenu paiement du chèque de 2.000.000 FCFA, l'autre a été rejeté par la banque, faute de provision ;

Par exploit en date du 06 avril 2020, il a attiré la société ZOUHOURA et ALI Mahamat Moussa devant le tribunal de commerce de Cotonou, en sollicitant leur condamnation solidaire au paiement de la somme de 2.200.000 FCFA en principal outre les intérêts de droit ainsi que 1.000.000 FCFA à titre de dommages-intérêts ;

En réaction, la société ZOUHOURA développe que la non livraison de la marchandise est du fait du transitaire de la société ZOUHOURA et sollicite le rejet de ses demandes ;

SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et doivent être exécutées de bonne foi ;

Que l'article 28 alinéa 1^{er} de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, dispose

qu'à « défaut d'exécution volontaire, tout créancier peut, quelle que soit la nature de sa créance, contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses obligations à son égard ou pratiquer une mesure conservatoire pour assurer la sauvegarde de ses droits » ;

Attendu qu'à l'appui de ses prétentions, le demandeur a produit au dossier la copie du chèque d'un montant de 2.200.000 FCFA à lui délivré par la société ZOUHOURA ainsi que l'attestation de rejet y relative ;

Que dans le cadre de l'instance et jusqu'à la présente décision, la société ZOUHOURA qui ne conteste pas les faits, ne justifie pas avoir restitué à AGHEBALOU Mohamed la somme restante de deux millions deux cent mille (2.200.000) FCFA ;

Que dès lors, il convient de condamner au paiement sollicité la société ZOUHOURA seule, ALI Mahamat Moussa, son gérant, n'étant pas impliqué à titre personnel dans l'opération ;

Attendu, par ailleurs, que *dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts au taux légal ; le créancier auquel son débiteur en retard a causé un préjudice indépendant de ce retard, peut obtenir des dommages et intérêts distincts des intérêts moratoires de la créance, sauf en rapporter la preuve ;*

Qu'il n'y a lieu à dommages-intérêts, qu'en cas de démonstration d'un préjudice distinct du retard de paiement ;

Attendu qu'en l'espèce, AGHEBALOU Mohamed ne justifie pas l'existence de tels préjudices qu'il se contente simplement d'affirmer ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Reçoit AGHEBALOU Mohamed en son action et déclare bien fondée sa demande en paiement ;

Condamne la société ZOUHOURA SARL à lui payer la somme de deux millions deux cent mille (2.200.000) FCFA ;

Déboute AGHEBALOU Mohamed du surplus de ses demandes ;

Condamne la société ZOUHOURA SARL aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT